

Dispositifs populistes et régimes médiarchiques : neuf hypothèses

Yves Citton

On analyse souvent le populisme comme une perversion (Rosanvallon) ou comme une vérité profonde (Laclau) de la démocratie¹. Les pages qui suivent tenteront de recadrer le problème : si la *démagogie* (promettre aux électeurs ce qu'ils veulent entendre, même en sachant que les promesses ne pourront être tenues) est un vieux démon de la démocratie, le *populisme* est un phénomène bien plus récent, relevant moins d'un certain régime politique (la démocratie) que du pouvoir d'un certain type de communication de masse (qu'on essaiera d'identifier sous le terme de « médiarchie »).

Ce recadrage s'esquissera à travers une série de neuf « hypothèses » : une *hypothèse* est une proposition de pensée émanant d'un mulot intellectuel n'ayant ni les moyens de se prendre pour un cheval fou, ni la peur de proférer des âneries ; allant de poste en poste délivrer des messages qu'il ne comprend qu'à peine et qui le dépassent toujours un peu, il se sent poussé par je ne sais quel fouet ni quel maître encore plus fou que lui à faire avancer sa pensée aussi vite que possible, parce qu'il y a tellement de chemin à faire, parce qu'on est si loin de là où on devrait aller, et parce que tout ce qui peut nous en rapprocher – même précipité, même boiteux – est finalement bienvenu. On peut défendre l'écriture par hypothèses pour des raisons d'économie de l'attention : on survole rapidement les hypothèses en gras, on voit si ça nous intéresse de lire le développement explicatif qui suit, sans quoi on avance vers des prairies où l'herbe promet d'être plus verte. Chacun(e) peut ainsi moduler sa lecture des hypothèses de façon flexible et conviviale.

¹ Pour un bref ensemble représentatif de discussions sur la question, voir Catherine Colliot-Thélène (dir.), *Peuples et populisme*, PUF, 2014.

1. À son niveau le plus concret, le populisme s'incarne dans une pratique journalistique de plus en plus répandue : le micro-trottoir.

Demander à un usager de la SNCF ce qu'il pense de la grève en cours, sur le quai d'une gare où il enrage de ne pas pouvoir rentrer chez lui après une longue journée de travail – voilà bien le dispositif populiste dans sa forme la plus pure. On vous place le micro devant la bouche et on vous enjoint de « vous exprimer » en vous mettant dans des conditions telles que vous serez virtuellement condamné à proférer des réponses déjà déterminées par les stimuli auxquels vous vous trouvez soumis – sans ouvrir l'espace d'un suspens temporel, ou d'un écart de point de vue, d'où vous pourriez faire acte (et travail) d'intelligence. Le dispositif populiste nous rend bête en court-circuitant le tâtonnement de notre intelligence inventrice et en nous condamnant à la ventriloquie de clichés qui nous traversent pour se reproduire à l'identique. Ou pour le dire plus succinctement : *les dispositifs populistes émanent des médiations qui neutralisent leur vertu (et dénie leur statut) de médiation.*

2. Nos systèmes politiques actuellement dominants ne sont pas des régimes démocratiques, mais médiarchiques.

On l'aura compris, les populismes n'ont rien à voir ni avec le « peuple », ni avec son intelligence potentielle ou sa bêtise avérée, mais ont tout à voir avec les dispositifs médiatiques qui structurent et régissent la production et la circulation des images, des récits et des discours. Les questions de « populisme » n'ont de pertinence que resituées au sein d'un contexte socio-politique très particulier – celui de la « médiarchie »².

Nous avons pris l'habitude de nous croire vivre dans des « démocraties » – non sans raison puisque de nombreux mécanismes de représentation politique ont été mis en place depuis plusieurs siècles pour permettre à la plupart des « gens » inclus dans le peuple (*démós*) de prendre part au pouvoir politique (*cratos*). Cette croyance largement partagée repose toutefois sur une *illusion d'immédiateté*, à savoir sur une dénégation des propriétés de la médiation. En réalité, ce qui prend réellement part au pouvoir politique, ce ne sont ni « les gens », ni « le peuple », mais ces entités sociales très récentes à l'échelle de l'humanité que sont « les publics ». On le sait depuis Gabriel Tarde³, les publics n'existent pas de toute éternité, puisqu'ils ne sont constitués que par l'émergence de certains media⁴. L'audience télévisée

² Le terme de *médiarchie* n'est guère usité, mais apparaît, entre autres, chez François-Henri de Virieu, *La Médiarchie*, Flammarion, Paris, 1990, p. 25 ; Kent Asp, « Medialization, Media Logic and Mediarchy », *Nordicom. Review of Nordic Mass Communication Research*, n° 2 (1990), p. 47-50 ; Dan Nimmo, « Politics and the Mass Media: from Political Rule to Postpolitical Mediarchy », *Current World Leaders*, 36:2 (1993), p. 303-320. Plus récemment, Siegfried Zielinski parle de « mediaocracy » dans *After the Media*, Minneapolis, Univocal, 2014. Pour davantage de développements, voir Yves Citton, « Vivons-nous en démocratie ou en médiarchie ? », revue *INA Global*, n° 2, juin 2014, p. 81-88.

³ Voir sur ce point Maurizio Lazzarato, *Puissances de l'invention. La psychologie économique de Gabriel Tarde contre l'économie politique*, Les empêcheurs de penser en rond, Paris, 2001.

⁴ Je m'inspire ici de Thierry Bardini en distinguant la graphie « medium » (pluriel « media ») qui désigne tout type d'appareillage permettant d'enregistrer, transmettre et/ou transformer des signaux (manuscrit, téléphone, pigeon voyageur) de la graphie « média » (pluriel « médias ») qui désigne les seuls médias de masse (grande presse, radio, télévision) – voir son article « Entre écologie et archéologie : une perspective sur la théorie des media », à paraître dans *Multitudes* 62 (2016).

est induite par la télévision, autant qu'elle en est la condition d'existence et la finalité. Les individus qui votent pour un candidat aux élections parlementaires ou présidentielles – mais aussi ceux qui « décident » d'acheter telle marque de voiture, telle couleur d'habit ou tel type de nourriture, ceux qui « désirent » voir tel film ou passer leurs vacances dans tel pays – ce ne sont pas simplement « des gens », composant « un peuple » animé de volontés particulières et de volonté générale : c'est *nous en tant que membres de certains publics*, lesquels sont induits par certains dispositifs médiatiques.

Il est donc plus adéquat de caractériser notre régime politique par la domination des médias (*médiarchie*) que par le pouvoir du peuple (*démocratie*), puisque les réponses que nous fournissons aux questions que nous nous posons sont puissamment structurées et conditionnées par les stimuli et les envoûtements dans lesquels nous immergent lesdits médias. Si un nombre apparemment croissant de « Français » ont peur des « étrangers », c'est le plus souvent parce qu'ils baignent dans des discours et des images médiatiques qui véhiculent des angoisses qu'ils n'éprouveraient sans doute pas au vu de leurs seules expériences directes – on sait que les districts les plus xénophobes sont souvent ceux où il y a proportionnellement le moins d'étrangers.

On vit en médiarchie dès lors que nos sentiments se forment davantage à travers les affections sensibles nous venant des media (ces « prolongements de l'humain » selon McLuhan, ces « modes de plier les temps, les espaces et les agentivités » selon Jussi Parikka) qu'à travers les expériences « immédiates » que nous avons de la réalité matérielle. (Par « immédiates » – mot certes très problématique – il faut entendre ici des expériences ne passant pas par des appareils matériels d'enregistrement, de communication et de traitement des informations ou des perceptions sensibles, et cela même si tout ce qui est porteur de signification pour nous est nécessairement « médiatisé » par les langues que nous parlons, les cultures que nous partageons, etc.)

3. Dans le contexte actuel des pays européens, les populismes « de droite » fondent leurs succès électoraux sur les gonflements de peurs générés par les logiques de financement des flux médiatiques.

Comment expliquer que ceux qui vivent dans les conditions les plus sécurisées soient souvent les plus exposés à souscrire aux discours sécuritaires ? C'est sans doute que l'insécurité est un sentiment dont les paramètres complexes ne sauraient se réduire aux seules statistiques de criminalité. Mais c'est aussi, et surtout, que les affects captés par les discours populistes résultent bien davantage de nos affections médiatiques (ce que nous percevons du monde à travers les mass-médias) que de nos expériences concrètes (ce que nous faisons effectivement au sein de notre environnement immédiat). Face à la majorité de ceux qui dénoncent ici « les Roms », là « les Albanais », un peu partout « les immigrés », il n'est pas besoin de pousser les questions très loin pour tomber sur des clichés (images, récits) émanant de faits divers montés en épingle par ce qui s'appelait hier « la presse à sensation », et qui recouvre aujourd'hui plus ou moins l'ensemble des médias audio-visuels – France 2 ne valant guère mieux que TF1, même si leur dépravation commune est encore (heureusement) à bonne distance de celle de Fox News.

En matière d'« information », la peur capte et vend plus facilement « le temps de cerveau disponible » que ne le font les héroïsmes ordinaires et les initiatives porteuses d'espoir ; donc ce sont des images et des récits de crimes et de menaces qui peuplent nos ondes ; donc ce sont les discours les plus immédiatement en phase avec ces gonflements médiatiques de peurs qui sont voués à régner en médiarchie. Comment donc la politique pourrait-elle ne pas être populiste (« de droite ») en régime médiarchie ?

4. Les médiarchies se caractérisent moins par le pouvoir des journalistes que par les médiations qui agrègent nos conversations selon des dynamiques majoritaires.

L'un des traits communs partagés par la plupart des populismes est de condamner les médias dominants comme étant les complices d'un « *establishment* » accusé d'intellectualisme, d'imposture, de corruption, de trahison, de manipulation, de biais systématique et de conspiration (le « lobby juif », les « francs-maçons », *the liberal media*, etc.). Parler de « médiarchie » n'implique en aucun cas de souscrire à cet imaginaire conspirationniste : il ne s'agit pas tant de dénoncer des collusions d'intérêts privés (qui peuvent certes être observées ponctuellement) que de désigner des dynamiques structurelles – dynamiques qui opèrent sans doute à l'avantage de certains agents, mais dont la logique dépasse largement leurs seules soifs de pouvoir et de profits.

Telle que je l'entends ici, la médiarchie décrit des régimes politiques – peu importe ici qu'ils soient fondés sur la représentation indirecte (élections parlementaires, présidentielles) ou sur les consultations directes (initiatives, référendums) – où les décisions sont prises selon un principe *majoritaire* qu'il faut bien distinguer du principe démocratique. Le Président, le député, le texte de loi qui se trouvent sélectionnés par ces procédures majoritaires sont ceux qui ont réussi à agréger la plus grande masse de votes, en paraissant apporter les réponses les plus massivement acceptables aux questions les plus massivement considérées comme importantes. Parler de « médiarchie » n'implique aucune conspiration de la part de journalistes inféodés à des intérêts particuliers : cela implique simplement de reconnaître la part proprement *décisive* que jouent les infrastructures et les envoûtements médiatiques dans les « décisions » produites par ces procédures majoritaires – dans les questions mêmes que nous nous posons (ou que nous ne nous posons pas), bien davantage encore que dans les réponses que nous donnons à ces questions.

Bien entendu, dans nos sociétés fragmentées, animées par des luttes et des forces d'invention toujours inattendues, la médiarchie est à la fois massivement dominante et constamment traversée par de multiples percées subversives et autres lignes de fuites. C'est à l'héroïsme quotidien de certains journalistes, de certains producteurs ou de certains scénaristes qu'on doit des déplacements de perspectives porteurs de visions alternatives.

5. Les dispositifs populistes se développent en symbiose intime (quoique fondée sur la dénégation) avec les régimes médiarchiques.

Les populismes prospèrent en parasitant les dynamiques médiarchiques qu'ils se complaisent à dénoncer, tout en sachant jouer magistralement de leurs propriétés. Dispositifs populistes et régimes médiarchiques sont à concevoir comme profondément solidaires et

complémentaires. Dans leurs sempiternelles lamentations contre « les progrès du populisme », les Sciences Politiques soulignent à quel point les dispositifs populistes reposent sur le *clivage* de nos populations entre un « bon peuple » (natif, honnête, loyal, sensé, bien élevé, sain, exploité) assiégré par un ennemi intérieur (infiltré, profiteuse, tricheur, traître, racaille, incivil, incontrôlable, pullulant, pléthorique). Non seulement les dispositifs populistes clivent la population, en instaurant des « chaînes d'équivalences » autour de signifiants originellement « vides » et de catégorisations nécessairement « fluctuantes » (comme l'a bien analysé Ernesto Laclau⁵). Ils tendent surtout à inverser systématiquement les rapports entre majorité et minorité : la masse du peuple (les Français « de souche »), revendiquant d'être reconnue comme la voix majoritaire de la nation, est mise en scène comme réduite à un statut de minorité opprimée (menacée, exploitée, dominée par des hordes d'invasisseurs qui se croient chez eux, et par leurs sbires au sein de la classe politique, journalistique et intellectuelle).

La symbiose entre régimes médiarchiques et dispositifs populistes conduit ces derniers (1°) à se réapproprier des postures minoritaires de façon à mieux assurer leurs positions majoritaires, (2°) à être omniprésents dans les médias pour dénoncer leur prétendue exclusion du jeu médiatique, (3°) à substituer aux logiques complexes d'agrégation majoritaire un imaginaire structuré par des dichotomies simplistes (mais rassurantes et mobilisantes) entre un bon peuple et ses ennemis intérieurs (immigrés, intellectuels, journalistes).

Une large part de la force (inquiétante) dont jouissent les discours populistes « de droite » tient à ce qu'ils ont tout à fait raison de dénoncer les hypocrisies, les leurres, les biais, les dysfonctionnements inhérents aux dynamiques actuelles de nos sphères médiatiques. L'autre part de leur force (encore plus menaçante) tient à ce que – à l'instar de ceux qu'on appelle fantasmatiquement « terroristes » – ils savent parfaitement exploiter ces dynamiques médiarchiques pour les détourner à leur profit.

6. Dénoncer le symptôme populiste restera vain tant qu'on ne s'attaquera pas à ses causes médiarchiques.

Ernesto Laclau a donc lui aussi raison de poser une sorte d'équation entre populisme et politique – dès lors qu'on réduit « la politique » à la prise de décision majoritaire en régime représentatif médiarchique (ce qui est en soi, bien entendu, tout à fait discutable). La seule façon d'endiguer réellement les effets néfastes des populismes (comme de neutraliser les effets funestes du prétendu « terrorisme ») consiste à *modifier l'écosystème médiatique qui permet actuellement à leurs dispositifs de prospérer*.

On ne gagnera pas grand-chose à opposer discours (rationnel, cosmopolite, progressiste) à discours (xénophobe, raciste, anti-intellectualiste). On n'avancera qu'en réformant l'infrastructure des voûtes de résonances médiatiques qui sont actuellement si favorables à la diffusion des envoûtements populistes (et des fantasmes terroristes). Reconditionner nos médias de masse selon des logiques autres que celles de l'audimat, de la publicité, de l'agrégation majoritaire, avec leur cortège de « petites phrases », de farces électorales, de faits divers,

5 Ernesto Laclau, *La raison populiste*, PUF, Paris, 2008.

de placements de marchandises et d'investissements spéculatifs : voilà bien entendu un travail de longue haleine, mais qu'aucun mouvement politique ne place malheureusement très haut dans son programme, alors que c'est la possibilité même de l'agentivité politique qui s'y trouve suspendue. Un tel reconditionnement ne pourra venir simultanément que « du haut », à travers des mesures législatives audacieuses, et « du bas », à travers la multiplication, déjà largement en cours, de foyers de pensée et surtout de protocoles éditoriaux⁶ pluriels et décentrés.

7. Certains dispositifs populistes peuvent-ils être ponctuellement réappropriés par des mouvements « de gauche », pour bénéficier de leur efficacité au sein des dynamiques médiarchiques actuellement dominantes ?

Faute de vouloir opérer par émeutes, attentats et décapitations, et faute de pouvoir se fier aux seules vertus (trop lentes) de la diffusion progressive des « petits gestes » (environnementaux) et des « bonnes pratiques » (démocratiques), c'est bien depuis l'intérieur du régime médiarchique qu'il faudra entreprendre de transformer la médiarchie. Le débat autour de la possibilité ou de la désirabilité d'un « populisme de gauche » tourne autour de cette question. Le regain d'intérêt pour la notion gramscienne d'hégémonie, l'analyse que propose Laclau d'une certaine « raison populiste », la popularité de slogans comme le 99 % du mouvement *Occupy*, les succès électoraux de Syriza en Grèce et de Podemos en Espagne – tout cela pointe dans une même direction : même si « prendre le pouvoir » ne suffit pas « transformer le monde », faire élire assez de représentants pour parvenir à édicter de nouvelles lois plus conformes à nos besoins écologiques, sociaux et médiologiques constituerait déjà progrès par rapport à l'état d'impuissance qui caractérise actuellement les mouvements politiques « de gauche » dans un pays comme la France.

Par quel dispositif (populiste ou non) rassembler des affects largement répandus de dégoût envers les délires néolibéraux ? Par quels slogans (nécessairement réducteurs) rendre justice et donner efficacité aux sentiments d'indignation, aux soifs d'espoirs, aux avancées solidaires déjà en train de se faire de façon endémique (ordinaire, mais cruellement dispersée et minoritaire) au ras de nos émotions, de nos pensées et de nos pratiques quotidiennes ? Par quelles ruses infiltrer les dynamiques médiarchiques pour y diffuser des facteurs d'accélération de notre sortie du mauvais rêve capitaliste ? De Laclau à Negri, des ZADistes aux accélérationnistes, des hackerspaces aux centres d'art, des *hoax*-canulars à la société pollen, c'est bien la question des dispositifs et des médiations propres à faire advenir un peuple qui manque sur laquelle butent aujourd'hui nos intelligences collectives.

8. Le recours à un discours populiste ne se justifie que s'il aide à saper les causes médiarchiques qui assurent le succès des dispositifs populistes.

Recourir à des slogans simplificateurs, agréger certains ressentiments au sein de chaînes d'équivalences unificatrices, désigner des ennemis, agiter certaines peurs, flatter certaines aspirations – rien de cela (qu'on reproche aux dispositifs populistes) n'est ni bon

6 Sur cette notion très éclairante, voir Olivier Bomsel (dir.), *Protocoles éditoriaux*, Armand Colin, Paris, 2013.

ni mauvais en soi: tout dépendra de ce pour quoi on l'instrumentalisera. On pourrait à cet égard proposer une règle (elle aussi forcément simpliste): le recours à un dispositif populiste se justifie dans la mesure où il aide à sortir du cercle vicieux où nous enferme l'actuelle symbiose entre dispositifs populistes (« de droite ») et régimes médiarchiques.

Toute connaissance étant par nature réductrice de complexité, toute action étant nécessairement nourrie d'affects, toute affirmation étant l'envers d'une résistance, il serait trompeur et paralysant d'ériger le populisme en mal absolu. Oublions la querelle du populisme pour nous concentrer sur l'invention de dispositifs. Bien davantage encore qu'inscrire la restructuration de la sphère médiatique comme première revendication de tout agenda politique progressiste, c'est à travers le travail créatif des médiactivistes et des médiartistes, comme à travers les mouvements associatifs et les solidarités quotidiennes, que des dispositifs encore inédits de recomposition des sensibilités, des affectss et des pratiques aideront à inventer un peuple qui manque.

9. La véritable forme de résistance aux dispositifs populistes, nourris par leur symbiose avec le régime médiarchique, consiste à faire porter notre réflexion et nos actions politiques sur les médiations elles-mêmes.

C'est ce que fait le travail artistique, dont l'essence est de faire porter l'attention sur la médiation plutôt que sur le contenu médié. Dans sa définition la plus succincte, le populisme se caractérise comme une dénégation de la médiation. On le sait et on le dit depuis pas mal de temps: la politique ne peut désormais se faire que par des moyens artistiques – c'est-à-dire en mettant les questions de médiation au cœur de ses analyses et de ses pratiques. Autant dire que *la politique ne peut aujourd'hui être que médiopolitique et médiactiviste*: lutte contre la médiarchie, au sein de la médiarchie, pour en sortir.

Cela a toutefois pour corollaire que *chacun(e) est appelé(e) à devenir artiste*, c'est-à-dire à se sensibiliser aux propriétés des médiations qui l'insèrent dans ses réseaux de socialité. Ce qui dans la bouche de Joseph Beuys pouvait ressembler à un slogan utopiste (et un peu facile) apparaît aujourd'hui comme une condition de survie collective: les médiations (au premier rang desquelles figurent bien entendu ce que nous identifions comme des « media ») sont devenues à ce point ubiquitaires, endémiques et constitutives de notre être même, que négliger leurs puissances équivaut à battre le blé au milieu d'un champ de mines. Faire de soi et de chacun(e) un(e) médiartiste, voilà peut-être la meilleure façon de dépasser les pièges symétriques du populisme et de la dénonciation méprisante du populisme – et voilà sans doute une autre façon de formuler l'appel à inventer un peuple qui manque.

Le politique, le journaliste et la fabrique du populisme

André Gattolin

Professionnel des médias et docteur en sciences de l'information, j'ai été élu – un peu à la surprise générale – sénateur en 2011. Mon parcours en politique est assez atypique puisque je ne suis ni issu de la fonction publique, ni de l'école des cadres d'un parti et n'ai pas fait le cheminement classique de la génération actuelle des néo-parlementaires (assistantat auprès d'un élu à la sortie des études, mandat local obtenu grâce à la bienveillance d'un cacique, puis entrée dans les instances nationales d'une formation avant l'investiture à la députation). Bref, un parcours en marge de tout ce qui fait le ferment d'une professionnalisation mécanique du politique; de sa transformation de vocation en métier.

Acteur au quotidien de la vie politique, je tente de cultiver une approche auto-réflexive sur mon travail en même temps qu'un regard anthropologique sur le milieu dans lequel ma fonction très particulière me fait évoluer.

Le propos qui suit ne prétend pas être autre chose qu'un témoignage de l'expérience tirée des quatre premières années de mon mandat de sénateur. Sa portée n'est qu'exemplificatrice et ne prétend aucunement mettre au jour la totalité des causes de la propagation de la pensée populiste à travers les relations particulières qui s'instaurent aujourd'hui entre politique et journalisme.

Dans la plupart des médias généralistes, en particulier télévisuels et radiophoniques, je constate que lorsque la parole est donnée à un politique, c'est de plus en plus systématiquement pour l'interroger sur les intrigues intestines qui traversent sa formation politique, ou parce que celui-ci adopte délibérément une posture dénonciatrice à l'égard de la mondialisation, de l'Europe, du gouvernement, des autres partis ou encore de ses propres « amis » politiques.

Les journalistes politiques eux-mêmes ne jugent désormais légitime la parole d'un acteur politique que lorsque celle-ci contribue à alimenter la critique du politique. Depuis quatre